

Unité interdépartementale des deux Savoie  
3, rue Paul Guiton  
74000 Annecy

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **PAPETERIES DU LEMAN S.A.**

BP 43  
74200 Thonon-les-Bains

Références : [20230320\\_RAP\\_Insp-SuitesEtPMS\\_PDL-geo](#)  
Code AIOT : 0006104664

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2023 dans l'établissement PAPETERIES DU LEMAN S.A. implanté 1080 rue des vignes rouges, 74500 Publier. L'inspection a été annoncée le 03/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été menée le même jour que l'inspection relative à la gestion et à l'emploi de produits chimiques dans les installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPETERIES DU LEMAN S.A.
- 1080 rue des vignes rouges, 74500 Publier
- Code AIOT : 0006104664
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Papeterie du Léman est spécialisée dans la fabrication de papiers minces. Elle est réglementée par l'arrêté préfectoral du 20 avril 2009.

Soumise à la directive IED, elle a fait l'objet d'un dossier de réexamen qui a conduit à l'ajustement des prescriptions applicables à l'établissement à travers l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 juillet 2017.



L'usine emploie 240 personnes.

Elle produit 40 à 42 000 tonnes de papier par an sur 3 lignes :

- ligne 3 dédiée au papier cigarette à rouler (2300 tonnes par an) à base de pâte textile produite sur place;
- ligne 4 dédiée au papier d'impression mince (marché en déclin constant), papier mousseline, papier cigarette, papier emballage (fenêtres);
- ligne 6 orientée sur les papiers minces alimentaires, marché en croissance.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de l'inspection du 7 juin 2022 concernant la chaudière AURA (contrôle de l'efficacité énergétique et de la qualité des rejets atmosphériques);
- mise à jour du plan méthodologique de surveillance (quotas d'émissions de gaz à effet de serre).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations



classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suites insp 7/06/2022 - contrôle de l'efficacité énergétique chaudière AURA	Code de l'environnement du 13/03/2023, article R.224-31
2	Suites Insp 7/06/2022 - qualité des rejets atmosphériques chaudière AURA	Code de l'environnement du 13/03/2023, article R.224-41-2
3	Amélioration du Plan méthodologique de surveillance	Règlement européen du 19/12/2018, article 6 et 9

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La chaudière AURA est arrêtée depuis le 15 mars 2022. L'exploitant doit clarifier le devenir de cette chaudière et en informer l'inspection. En cas de remise en fonctionnement, les contrôles devront être réalisés, dès la remise en fonctionnement.

En ce qui concerne le plan méthodologique de surveillance dans le cadre de l'allocation gratuite de quotas de gaz à effet de serre, l'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection le PMS modifié avant le 30 avril 2023. La déclaration des niveaux d'activité 2023 ne pourra être validée qu'après validation du nouveau PMS.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Suites de l'inspection du 7/06/2022 - contrôle de l'efficacité énergétique de la chaudière AURA

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R.224-31
<b>Thème(s) :</b> Autre, Efficacité énergétique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection du 7 juin 2022
<b>Prescription contrôlée :</b>



<p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du Code de l'environnement (puissance comprise entre 400 kW et 20 MW) doit faire réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de celle-ci par un organisme accrédité dans les conditions prévues par l'article R. 224-37.</p> <p>La périodicité des contrôles est fixée par l'article R.224-35 (3 ans pour une chaudière de puissance inférieure à 5 MW).</p>
<p><b>Constats</b> : Lors de l'inspection du 7 juin 2022, concernant la chaudière de marque AURA, l'inspection a demandé à l'exploitant de veiller à bien respecter la fréquence triennale entre 2 contrôles, et a précisé que le prochain contrôle était à prévoir avant le 11 février 2023.</p> <p>Le contrôle n'a pas été effectué puisque l'exploitant a déclaré que la chaudière est arrêtée depuis le 15 mars 2022.</p> <p>Lors de l'inspection du 7 juin 2022, le service environnement n'avait pas l'information. L'exploitant a remis à l'inspection le rapport d'intervention de la société Weishaupt en date du 26/12/2022 qui avait pour objectif l'entretien du brûleur et la réalisation de mesures. Le rapport indique que le brûleur est à l'arrêt.</p> <p>Suite à l'arrêt de la chaudière, les contrôles de l'efficacité énergétique et de la qualité des rejets atmosphériques ont été annulés, contrairement à la visite d'entretien des brûleurs.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que la chaudière était arrêtée.</p>
<p><b>Observations:</b> L'exploitant doit clarifier le devenir de cette chaudière et en informer l'inspection. En cas de remise en fonctionnement, les contrôles devront être réalisés, dès la remise en fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées</b> : Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites</b> : Sans objet</p>



**N° 2 : Suites de l'inspection du 7/06/2022 - qualité des rejets atmosphériques de la chaudière AURA**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/03/2023, article R.224-41-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Inspection du 7 juin 2022
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article R.224-41-2 du Code de l'environnement prescrit aux exploitants de chaudières visées par l'article R.224-21 des mesures permettant d'évaluer les concentrations de polluants atmosphériques émises dans l'atmosphère par la chaudière dans des conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'énergie et du ministre chargé de l'environnement. La périodicité des contrôles est fixée par l'article R.224-35 (3 ans pour une chaudière de puissance inférieure à 5 MW). Les conditions de réalisation de ces mesures sont fixées par l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009. Notamment il fixe une "valeur indicative" de 150 mg/Nm3 sur gaz sec à 3% d'O2 pour les NOx.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 7 juin 2022, concernant la chaudière de marque AURA, l'inspection a demandé à l'exploitant de veiller à bien respecter la fréquence triennale entre 2 contrôles, et a précisé que le prochain contrôle était à prévoir avant le 11 février 2023.  cf constats et observations du point de contrôle précédent.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 3 : Amélioration du Plan méthodologique de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 19/12/2018, article 6 et 9
<b>Thème(s) :</b> Autre, Système d'échange de quotas CO2
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Le règlement UE 2019/331 du 19 décembre 2018 réglemente l'allocation gratuite de quotas d'émission relevant du chapitre III (installations fixes) de la directive 2003/87/CE pour les périodes d'allocation à partir de 2021.</p> <p>L'article 6 de ce règlement stipule que l'exploitant d'une installation bénéficiant d'une allocation à titre gratuit surveille les données à fournir, énumérées à l'annexe IV du règlement, sur la base d'un plan méthodologique de surveillance (PMS) approuvé par l'autorité compétente. L'article 9 du règlement encadre les modifications du PMS. Il précise notamment que l'exploitant doit vérifier régulièrement que son PMS est adapté à la nature et au fonctionnement de l'installation et qu'il ne nécessite pas d'améliorations. En particulier il doit tenir compte de toute recommandation d'amélioration figurant dans un rapport de vérification.</p>
<b>Constats :</b> Le PMS en vigueur est la version 2 approuvée par courrier de la DREAL du 9 avril 2021.  <p>Dans le cadre de la vérification des niveaux d'activité de 2021, l'organisme de vérification (APAVE) avait émis un certain nombre de demandes d'amélioration, dont certaines avaient déjà été émises l'année précédente.</p> <p>L'exploitant a donc travaillé en 2022 sur une mise à jour qui devait constituer la version 3.</p> <p>Cependant suite à l'audit du site réalisé par le vérificateur début 2023, l'APAVE a constaté que le découpage en sous-installations du site ne correspond pas depuis plusieurs années à la réalité. L'APAVE a identifié que le site a déclaré en référentiel Produit Papier fin couché des productions dont le code PRODCOM ne correspond pas à ce référentiel, en application de la guidance 9. Selon l'APAVE, ce constat a été possible par le recoupement avec les PRODCOM déclarés pour la compensation carbone (décret du 23/12/2022), les années précédentes étant plus confuses sur la présentation de la liste des PRODCOM produits, tout comme la procédure associée mentionnée au PMS onglet F ligne 86 et onglet G ligne 87.</p>
<b>Observations:</b> Par conséquent, le PMS devait de nouveau être modifié. L'exploitant s'est engagé à transmettre à l'inspection le PMS modifié avant le 30 avril 2023. La déclaration des niveaux d'activités ALC à transmettre avant le 31 mars 2023 a été réalisée sur la base de ce nouveau PMS. Cette déclaration des niveaux d'activité ne pourra être validé qu'après validation du nouveau PMS.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet